



des regroupements provinciaux
d'organismes communautaires et bénévoles

Certains articles du projet de loi 60 portent atteinte à l'autonomie des organismes communautaires autonomes

Mémoire de la Table des regroupements provinciaux
d'organismes communautaires et bénévoles

Présenté en décembre 2013,
dans le cadre des Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 60, Charte
affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les
femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement

Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
1, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H2X 3V8, (514) 844-1309

info@trpocb.org

www.trpocb.org

Mission de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (Table) est formée de 39 regroupements nationaux, actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci abordent la santé et les services sociaux sous différentes perspectives (femmes, jeunes, hébergement, famille, personnes handicapées, communautés ethnoculturelles, sécurité alimentaire, santé mentale, violence, périnatalité, toxicomanie, etc.). À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions. Ce sont par exemple des maisons de jeunes, des centres de femmes, des cuisines collectives, des maisons d'hébergement, des groupes d'entraide, des centres communautaires, des groupes qui luttent contre des injustices, etc. Par, pour et avec les communautés dont ils sont issus, les organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux sont autant de réponses collectives à une quête de justice sociale. Avec leurs actions innovatrices, leurs pratiques originales et leur vision globale, ils atteignent tous les milieux et constituent des ressources aussi variées qu'essentielles. Plus de deux millions de citoyennes et citoyens s'y retrouvent pour renforcer des milliers de communautés. Lieu de mobilisation, de concertation et de réflexion, la Table développe des analyses critiques portant sur différents aspects entourant le système de santé et de services sociaux en général, de même que sur toute politique pouvant avoir un impact sur la santé et le bien-être de la population.

Introduction

En novembre dernier, le gouvernement du Parti Québécois présentait son projet de loi 60 « Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement ».

Par ce mémoire, la Table tient à donner son avis sur certains articles problématiques du projet de loi 60 qui, selon elle, porte atteinte à l'autonomie des organismes communautaires autonomes en prévoyant leur assujettissement à certaines de ses dispositions. C'est pour s'opposer aux articles 10 et 37 que la Table souhaite réagir au projet.

La Table profite aussi de ce mémoire pour rappeler l'importance de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et de son caractère « quasi constitutionnelle » depuis près de 40 ans.

La Table tient finalement à souligner qu'il est essentiel de discuter dans le respect de toutes et tous; elle craint que les impacts du débat actuel mène à une aggravation de la situation de personnes déjà stigmatisées.

La Charte québécoise des droits et libertés de la personne : un document fondamental au Québec

Depuis 1975, le Québec a une Charte des droits et libertés de la personne. Ce document s'est inspiré de la déclaration universelle des droits de l'homme mais aussi de deux pactes que le Canada a ratifié et que le Québec a accepté, soit le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Tous ces documents mettent de l'avant l'interdépendance et l'interrelation des droits. Ils permettent le respect et un équilibre des droits sans hiérarchisation, ainsi que la protection des minorités.

La Charte québécoise des droits et libertés de la personne est l'un des textes législatifs les plus importants au Québec. Il faut la promouvoir et en assurer le respect. Cette Charte devrait plutôt être un document de base duquel il faut s'inspirer.

La Table est inquiète de l'ouverture de cette Charte québécoise et des possibles ajouts dans son contenu. Ces changements pourraient avoir des conséquences importantes, qu'il faut prendre le temps de bien évaluer. Nous considérons que le contexte actuel ne permet pas de faire cette évaluation.

RECOMMANDATION 1

Que l'on conserve la Charte québécoise des droits et libertés de la personne telle qu'elle est aujourd'hui.

Le mouvement communautaire autonome : contre la discrimination et l'exclusion

Depuis la sortie de la Charte de valeurs québécoises et maintenant du projet de loi 60, de nombreux débats ont eu lieu, souvent houleux. La sécurité des personnes est compromise. Les travailleuses et travailleurs des organismes doivent gérer des situations très difficiles dans lesquelles s'entremêlent précarité, exclusion, stigmatisation et violence. Le dénigrement verbal, le mépris et autres comportements violents ont augmenté dramatiquement. Les 3000 organismes communautaires autonomes œuvrant en santé et services sociaux que la Table rejoint travaillent souvent avec des personnes stigmatisées et vulnérables. La Table craint que le déroulement du débat mène à une aggravation de la situation de personnes stigmatisées et qu'il nuise aux efforts des groupes pour améliorer la qualité du tissu social, contrer l'exclusion et promouvoir l'égalité.

Les organismes communautaires se définissent comme constituants d'un mouvement social autonome d'intérêt public, comme des agents de transformation sociale qui agissent en vue de favoriser l'amélioration de la qualité du tissu social et réduire les inégalités. Dans la définition de l'action communautaire autonome en santé et services sociaux, il est souligné que le mouvement est engagé :

- Dans le travail quotidien, contre la pauvreté et la discrimination, ainsi qu'en vue de l'amélioration de la qualité du tissu social, par la création de groupes d'entraide, de défense de droits et la mise en place de services adaptés aux besoins des personnes en cause, etc.;
- Dans l'action sociale et politique visant une profonde transformation des lois, des institutions, du marché, des mentalités, pour contrer l'exclusion et promouvoir l'égalité entre toutes et tous.
- Dans la création d'espaces démocratiques (démocratisation des lieux d'existence et des lieux de pouvoir) et dans la revitalisation constante de la société civile.

La Table veut rappeler qu'il est important que la discussion se fasse dans le respect de toutes et tous. Les groupes communautaires sont ouverts à toutes et à tous, ils accueillent des personnes de toutes origines, religions, orientations sexuelles, idéologies politiques, de tous revenus... Cette diversité est enrichissante lorsqu'on peut garantir qu'elle se vit dans le respect mutuel.

RECOMMANDATION 2

Que le débat et ses suites se fassent dans des conditions respectueuses de toutes et de tous, ne menant pas à davantage d'exclusion ni à de la discrimination.

Certains articles du projet de loi 60 porte atteinte à l'autonomie des organismes communautaires

La Table tient à s'opposer spécifiquement aux articles 10 et 37 du projet de loi 60.

L'article 10 affirme que « Lorsque les circonstances le justifient, notamment en raison de la durée du contrat ou de l'entente, de sa nature ou des lieux de son exécution, un organisme public peut exiger de toute personne ou société avec laquelle il conclut un contrat de service ou une entente de subvention de respecter un ou plusieurs des devoirs et obligations prévus aux chapitres II et III » (nous soulignons).

L'article 37 affirme quant à lui que « Le gouvernement peut assujettir un organisme, un établissement ou une fonction à caractère public, ou une catégorie de ceux-ci, à l'application d'une ou de plusieurs des dispositions de la présente Charte. Il peut également fixer des conditions ou des modalités. Le gouvernement doit publier un avis à cet égard à la Gazette officielle du Québec au moins 60 jours avant l'entrée en vigueur de cet assujettissement. L'annexe III énumère les organismes, établissements ou fonctions ainsi assujettis, les dispositions applicables et, le cas échéant, les conditions ou les modalités » (nous soulignons).

Les organismes communautaires ne font pas partie de l'État

Les articles 10 et 37 ne respectent pas les principes d'autonomie et de distance face à l'État des organismes communautaires autonomes. Ces organismes sont des ressources alternatives à l'État; ils ne font pas partie de l'État, ni de son offre de services. Le gouvernement du Québec a clairement signifié que le projet de loi 60 a pour objet d'instituer une charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État. Les organismes communautaires autonomes n'ont donc pas à se conformer à une telle charte. Rappelons qu'à travers leur mission et leurs activités, les organismes ont déjà l'obligation de respecter les lois québécoises ainsi que la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

Le gouvernement du Québec s'est engagé à « respecter l'autonomie des organismes communautaires dans les différents rôles sociaux qu'ils assument et soutenir adéquatement l'exercice de la citoyenneté » dans la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire intitulée L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec. Définies pour la première fois en 1996 par les organismes eux-mêmes, les huit caractéristiques de l'action communautaire autonome ont été intégrées à ce document, soit:

1. être un organisme à but non lucratif;
2. être enraciné dans la communauté;
3. entretenir une vie associative et démocratique;
4. être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations;
5. avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
6. poursuivre une mission sociale qui lui soit propre et qui favorise la transformation sociale;
7. faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges, axées sur la globalité de la problématique abordée;
8. être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Ces caractéristiques démontrent bien que les travailleuses et les travailleurs des organismes communautaires sont redevables envers leurs membres et envers leur conseil d'administration. Les membres des organismes

communautaires sont les employeurs de ces travailleuses et travailleurs, ce n'est pas l'État; les dispositions encadrant spécifiquement les fonctionnaires de l'État n'ont donc pas à s'appliquer.

Les organismes communautaires sont créés par et pour des communautés. Il y a donc des groupes communautaires dont les membres sont issus de diverses communautés, notamment religieuses. En respect avec la Loi et la Charte québécoise des droits et libertés, le fonctionnement de ces organismes se fait en concordance avec ses particularités tel que définies par ses membres. Le projet de loi pourrait mener à modifier la mission même de ces groupes.

Les critères de l'action communautaire autonome illustrent bien l'indépendance des organismes communautaires face au réseau public. L'assujettissement des organismes au projet de loi 60 va à l'encontre de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.

Une charte inapplicable dans le milieu communautaire et qui briserait le lien de confiance entre les organismes et les communautés

Les articles 10 et 37 laissent beaucoup de place à des décisions arbitraires du gouvernement et d'organismes publics quant à l'assujettissement à la Charte de tel ou tel groupe ou catégorie de groupes. Faudrait-il assujettir chacun des 3000 organismes que représente la Table ? Sous quels motifs ? Sous quels critères ? Pour toutes les activités ou certaines d'entre-elles ? Par région ? Par typologie ? Par public cible ? Qui prendrait ces décisions ? Qui s'assurerait de la « mise en œuvre » des dispositions ?

Pour prendre un exemple concret, un organisme offrant des ateliers d'animation pour les jeunes dans une école pourrait-il se voir obligé d'engager uniquement des femmes non-voilées s'il veut offrir ses projets ? Est-ce l'école qui choisirait d'imposer ces règles ? En d'autres mots, est-ce que la situation pourrait être différente au sein d'un autre établissement scolaire, dans une autre commission scolaire ? Des groupes seraient poussés à modifier leurs pratiques d'embauche et l'organisation de leurs activités.

Que dire, de la participation active des personnes ciblées par des articles de ce projet de loi ? Leur non-discrimination ? Leur droit au travail ?

Les organismes communautaires autonomes établissent des liens de confiance avec leurs membres et avec les personnes de leurs communautés. Ce lien est long et pas toujours facile à bâtir, il est important de le préserver pour que les personnes qui fréquentent les groupes puissent y trouver des lieux sécuritaires où chacun et chacune pourra participer aux activités du groupe. Le lien de confiance avec les membres et personnes qui recourent aux organismes serait grandement fragilisé. Par exemple, comment peut-on imaginer ne pas recevoir une femme au visage couvert dans une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale ? Un organisme assujetti n'aurait pas le choix de faire respecter cet article. Où irait cette femme pour obtenir de l'aide ? À défaut d'obtenir le soutien immédiat, retournera-t-elle dans un contexte de violence ?

RECOMMANDATION 3

Que le projet de loi 60 n'assujettisse pas les organismes communautaires autonomes.

Conclusion

La Table des regroupements d'organismes communautaires autonomes dénonce certains articles du projet de loi 60 car ils peuvent atteindre directement l'autonomie des organismes communautaires autonomes.

La Table rappelle aussi que les organismes communautaires travaillent en grande partie avec des personnes stigmatisées et, par l'application de ce document, elle craint l'augmentation de la stigmatisation de certaines personnes, dont beaucoup seront des femmes.

Depuis la sortie de la Charte, les groupes communautaires doivent gérer des situations difficiles liées aux préjugés, à la discrimination et au racisme. Certains groupes offrent des formations pour lutter contre les préjugés racistes afin d'aider les personnes qui les fréquentent à faire preuve de tolérance, de respect. L'égalité hommes femmes est un idéal formidable à atteindre, l'égalité entre tous les êtres humains ne l'est pas moins.

Finalement, la Table veut réaffirmer la primauté de l'actuelle Charte québécoise des droits et libertés de la personne. La responsabilité du gouvernement est de la respecter, de la faire respecter et d'assurer la promotion de l'égalité non seulement entre les hommes et les femmes mais entre tous les êtres humains.

Le gouvernement doit aussi se montrer garant de la paix sociale.

Liste des membres de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

1. À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence
2. Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCESSS)
3. Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
4. Association canadienne pour la santé mentale Division du Québec (ACSM)
5. Association des centres d'écoute téléphonique du Québec (ACETDQ)
6. Association des groupes d'intervention en défense de droit en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ)
7. Association québécoise de prévention du suicide (AQPS)
8. Association québécoise des centres communautaires pour aînés AQCCA
9. Banques alimentaires Québec
10. Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le SIDA (COCQ-SIDA)
11. Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)
12. Fédération de ressources d'hébergement pour les femmes violentées et en difficulté du Québec (FRHFVDQ)
13. Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)
14. Fédération des Centres communautaires d'intervention en dépendances (FCCID)
15. Fédération des centres d'action bénévole du Québec (FCABQ)
16. Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale (FFAPAMM)
17. Fédération du Québec pour le planning des naissances (FQPN)
18. Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF)
19. Fédération québécoise Nourri-Source (FQNS)
20. Grands Frères, Grandes Sœurs du Québec
21. L'R des Centres de femmes du Québec (L' R)
22. Premiers Pas Québec
23. Regroupement des associations de parents PANDA du Québec
24. Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec (RAPTCQ)
25. Regroupement des aidants naturels du Québec (RANQ)
26. Regroupement des auberges du cœur du Québec (RACQ)
27. Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)
28. Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ)
29. Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ)
30. Regroupement des organismes de justice alternative du Québec (ROJAQ)
31. Regroupement des organismes communautaires pour le Travail de rue
32. Regroupement des organismes Espace du Québec (ROEQ)
33. Regroupement des Popotes roulantes
34. Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ)
35. Regroupement Naissance-Renaissance (RNR)
36. Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)
37. Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RCALACS)
38. Regroupement québécois du parrainage civique (RQPC)
39. Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF)